

**DOSSIER DE CANDIDATURE**

**MISE EN ŒUVRE DES PROJETS**

**DE MEDIATION CULTURELLE**

**DANS LES CINEMAS FRANCILIENS**

Organisme demandeur :

Dossier suivi par :

DOSSIER A RETOURNER COMPLETE :

**REGION ILE DE FRANCE**

**DIRECTION DE LA CULTURE**

**SERVICE CINEMA AUDIOVISUEL ET JEU VIDEO**

**2, RUE SIMONE VEIL**

**93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE**

**Et obligatoirement**

**Par mail à l’adresse suivante :** [**cinema.audiovisuel@iledefrance.fr**](mailto:cinema.audiovisuel@iledefrance.fr)

Sommaire

[Présentation de l’aPPEL A PROJET 3](#_Toc511740921)

[Contacts 5](#_Toc511740922)

[Dossier de candidature 5](#_Toc511740923)

[Liste des pièces à joindre au présent dossier : 6](#_Toc511740924)

[Identification du demandeur 7](#_Toc511740925)

[Fiche projet 8](#_Toc511740926)

[Plan de financement de l’opération 10](#_Toc511740927)

[SIGNATURE 11](#_Toc511740928)

Présentation de l’appel à projet

La Région soutient les cinémas franciliens en aidant financièrement à la création de postes de médiateurs dans les salles indépendantes et les associations départementales ou régionales de salles de cinémas franciliennes.

L’attribution de l’aide régionale s’effectue dans le cadre de la délibération **n° CR 2020-016 du 5 mars 2020**.

**1/ Objectifs**

Les projets de médiation doivent permettre de :

* Favoriser l’accès des publics à la culture et à la diversité des propositions cinématographiques ;
* Aider les salles à conquérir de nouveaux publics, notamment le public jeune, par une politique de partenariats et d'animation innovante et par des actions de communication, notamment virale sur les réseaux sociaux et sur internet ;
* Développer et accompagner des actions d'éducation à l'image au sein des salles de cinéma hors temps scolaire ;
* Développer des actions dans un cadre partenarial, en lien étroit avec les dynamiques territoriales existantes et avec les actions de réseau menées au niveau départemental ou régional.

**2/ Dispositif**

*Bénéficiaires*

* Les associations départementales ou régionales de salles de cinéma.
* Les exploitants d’établissement cinématographique indépendant francilien (établissement n’appartenant pas à un circuit de plus de 50 écrans) classé Art et Essai (ou qui s’engage à obtenir le classement) présentant une demande en groupement (au moins 2 établissements) ;
* Les collectivités territoriales ou leur groupement (intercommunalité) présentant une demande portant sur au moins 3 établissements cinématographiques différents ;

*Eligibilité*

* La demande doit obligatoirement porter sur une création de poste. Les postes déjà existants ne peuvent pas faire l’objet d’un soutien. En 2ème année, il est possible de solliciter à nouveau une subvention pour pérenniser le poste ;
* La demande doit s’inscrire dans un projet culturel d’ensemble et contribuer à renforcer sa structuration ;
* Le projet culturel et le poste objet de la demande doivent être d’une durée minimum d’1 an ;
* La fiche de poste doit impérativement prévoir un travail spécifique de développement des publics et un volet communication intégrant les nouvelles pratiques et l’usage des réseaux sociaux ;
* Un exploitant ne peut pas solliciter une aide à la fois dans le cadre d’un groupement et en tant que partie prenante dans une demande portée par une collectivité ou une association de salles de cinéma ;
* Une nouvelle demande peut être présentée par le bénéficiaire sur la pérennisation d’un emploi crée l’année précédente, sous réserve d’avoir remis à la Région les éléments permettant le versement du solde de la subvention initiale.

*Conditions d’attribution*

En cas de projet mutualisé entre plusieurs salles, les salles doivent obligatoirement désigner un mandataire qui sera l’interlocuteur unique de la Région sur le dossier.

La Région apprécie la qualité du projet déposé au regard des critères d’appréciation suivants*:*

* Cohérence du projet culturel et des moyens mis en œuvre ;
* Qualification de l’équipe professionnelle, qualité des partenariats noués, formations envisagées ;
* Conformité de la fiche de poste du médiateur avec les objectifs du présent dispositif ;
* Inscription du projet sur le territoire, rayonnement, mise en perspective des priorités régionales ;
* Projet de développement sur trois années précisant les actions menées en vue de favoriser le développement des publics, le développement des partenariats, l'inscription dans les dispositifs d'éducation à l'image, l'animation de la salle, l'accueil d'événements, le développement de la communication, la mobilisation de la salle dans les dynamiques de réseaux ;
* Présentation d’outils permettant d'évaluer l'impact de l'action (nouvelles actions menées, nouveaux partenariats, fréquentation...) ;
* Les projets s’organisant en coopération et/ou mutualisation seront privilégiés.

*Nature et montant de l’aide régionale*

La subvention représente 75% du projet de médiation culturelle plafonné à 30 000 € par an et par salle.

Cette aide porte sur les salaires, charges et dépenses suivantes :

* Charges de personnel : prise en charge du coût du poste de médiateur à hauteur de 75%, plafonnée à 25 000€ (ou 30 000 € si pas de dépenses annexes) ;
* Charges liées à la fonction : aide plafonnée à 5 000€.

Les charges liées au projet doivent concerner des dépenses relatives à la mise en place d'actions et d'outils favorisant le développement des publics (outils de communication, frais de déplacement, location de matériel...).

En cas de création ou de pérennisation d'un poste à temps partiel, l'aide régionale est proratisée en fonction de la durée de travail effective.

*Modalité de versement*

La subvention est versée en 2 fois.

Une avance de 70% du montant de la subvention est versée à la signature de la convention

Le solde de 30% est versé après présentation des justificatifs de dépenses (bulletins de salaires des 12 mois, attestations de régularité vis-à-vis des obligations fiscales et sociales) et présentation d’un bilan détaillé des actions menées.

Contacts & informations

Olivier BRUAND

[olivier.bruand@iledefrance.fr](mailto:olivier.bruand@iledefrance.fr)

Chargé de mission

Service cinéma, audiovisuel & jeu vidéo

Colin MAUNOURY

[Colin.MAUNOURY@iledefrance.fr](mailto:Colin.MAUNOURY@iledefrance.fr)

Chargé de mission

Service cinéma, audiovisuel & jeu vidéo

Sébastien COLIN

[sebastien.colin@iledefrance.fr](mailto:sebastien.colin@iledefrance.fr)

Chef du Service cinéma, audiovisuel & jeu vidéo

Direction de la culture | Région Île-de-France

Dossier de candidature

Le dépôt du dossier doit intervenir **obligatoirement avant le recrutement de la médiatrice ou du médiateur, objets de la demande d’aide**.

**Le dossier de candidature comprend :**

* le présent document dûment complété et signé par le demandeur,
* les pièces complémentaires listées ci-après.

Les dossiers doivent être envoyés à l’adresse indiquée en première page.

*Important : avant le dépôt d’un dossier, les demandeurs sont invités à prendre contact avec le service concerné qui se tient à leur disposition pour les renseigner sur l’éligibilité et la constitution du dossier.*

Liste des pièces à joindre au présent dossier :

* Un courrier officiel de demande de subvention daté et motivé, adressé à la Présidente du Conseil régional
* La présentation du projet culturel de la structure incluant le projet de médiation
* Le profil du poste de médiation venant en appui de ce projet
* Le budget prévisionnel annuel de ce projet de médiation culturelle
* Un Relevé d’Identité Bancaire

***Pour les structures privées :***

* Les comptes annuels (bilan et compte de résultat) du dernier exercice clos certifiés
* La charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité tamponnée et signée

**CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE (VRL) :**

L’assemblée régionale a adopté, par la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, la***charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité*.** La Région entend ainsi promouvoir et faire respecter les valeurs de la République et le principe de laïcité dans tous les champs de son intervention, en garantissant à toutes et tous l’égalité de traitement, la liberté d’accès aux services, la non-discrimination, le refus des provocations, des violences et des incitations à la haine. **L’attribution d’une subvention régionale est subordonnée au respect et à la promotion de cette charte, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur** *(cette exigence s’applique aux associations et structures privées ; les structures publiques et les personnes physiques ne sont pas concernées.).*

***Pour les collectivités territoriales ou regroupements de collectivités :***

* Une copie de la (des) délibération(s) adoptant le projet de médiation et intégrant la demande d’aide auprès du Conseil Régional et des différents partenaires.

**L’attention des demandeurs est également attirée sur les dispositions suivantes**

Identification du demandeur

**Nom de l’organisme porteur du projet de médiation :**

**Statut juridique** (*SA, SARL, Association, Coll. territoriale…*)**:**

**Adresse du siège social :**

**N°Siret**

*(Pour les associations loi 1901, préciser également la date de déclaration en préfecture)***:**

Code APE ou NAF :

Date de la déclaration en préfecture de l’association :

Date de publication au JO :

**Nom et qualité de la personne responsable du dossier :**

Téléphone : Mail :

**Nom et qualité du représentant légal (Président, Maire…) :**

Téléphone :

**Trésorier :**

Téléphone :

**Pour les structures privées :**

**Nom de l’Expert-comptable :**

Téléphone :

**Nom du Commissaire au compte :**

Téléphone :

**Nom de l’établissement :**

**Adresse de l’établissement :**

**Fiche projet**

1. **Présentation de l’organisme demandeur :**

*Salle ou groupement de salles : locaux, composition de l’équipe, mode de gestion ….*

1. **Présentation de l’action culturelle de la structure :**

* **Etat des lieux / diagnostic sur les besoins** :
* **Détail de la programmation**
* **Programme des actions mises en place** (rencontres, ateliers, débats, festivals …) :
* **Actions de sensibilisation déjà menées en direction du public jeune** *(scolaires ou non, préciser le type d’actions, le nombre…)* :
* **Partenariat culturel :**
* **Fréquentation actuelle ou/et prévisionnelle** *(distinguer les différents publics)* :
* **Politique tarifaire** *(prix des places, abonnements, adhésions, tarifs par type de public...)*:

1. **Projet de médiation culturelle :**

* **Besoins / Objectifs attendus sur 3 ans :**
* **Description du projet :**
* **Présentation d’outils de médiation**

1. **Profil du poste**

* **Description :**
* **Rémunération :**
* **Frais de fonctionnement liés au projet (le cas échéant) :**

Plan de financement de l’opération

**Adapter & compléter le modèle ci-après, en ajoutant les lignes nécessaires si besoin**

*Joindre les documents attestant de l’engagement financier des partenaires cités.*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **NOM** | **Préciser**  **‘Sollicité’ ou**  **‘Acquis’** | **MONTANT € TTC** |
| **Collectivités** |  |  |
| - Commune |  |  |
| - Département |  |  |
| - Région |  |  |
| - Autres/interco (précisez) |  |  |
| **Organismes publics autres** |  |  |
| - Etat |  |  |
| - DRAC |  |  |
| - CNC |  |  |
| - Autres (précisez)… |  |  |
| **Fonds propres** |  |  |
| - Apport fonds propres |  |  |
| - Emprunt |  |  |
| **Autres financements (tiers…)** |  |  |
| - |  |  |
| - |  |  |
| - |  |  |
| ***TOTAL*** | |  |

SIGNATURE

**Par le dépôt d’un dossier de candidature à la Région Ile-de-France, le demandeur**

* **reconnaît avoir pris connaissance de l’ensemble des droits et obligations nés de l’octroi d’une aide régionale**
* **s’engage sur la sincérité des déclarations faites dans le dossier de candidature déposé.**

**Le non-respect de ces éléments peut entraîner l’annulation de l’aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.**

**Certifie l’exactitude et la sincérité des informations fournies dans le présent document,**

**Date :**

**Nom et signature du demandeur :**

*Insérer à la suite :*

* *La charte régionale VRL*